

Editorial

Développement durable : c'est quoi ?

12^{ème} session de la commission des Nations unies sur le développement durable : New York, 14-30 avril 2004

La 12^{ème} session de la commission des Nations unies sur le développement durable tentera en particulier d'évaluer les progrès du programme de développement mis en œuvre dans les petits États insulaires conformément aux engagements de l'Agenda 21.

Ces interrogations semblent en effet opportunes : depuis un siècle, et surtout depuis la fin de la dernière guerre mondiale, la croissance mondiale s'est considérablement accélérée. On a assisté à un accroissement important de la population et des richesses matérielles produites et consommées.

Mais, parallèlement à cette situation, on constate l'essor de nombreux déséquilibres :

- l'accroissement matériel est très déséquilibré, injuste, à l'intérieur des groupes humains et entre les groupes,
- la diversité culturelle s'appauvrit au profit d'un mode de vie occidentalisé, qui uniformise le monde,
- la démocratie et la responsabilisation des citoyens sont absentes dans de nombreux pays,
- le développement matériel se fait de plus en plus au détriment des ressources naturelles du monde (atmosphère, sol, la vie animale et végétale) qui se polluent, s'appauvrissent, s'épuisent,
- le même développement matériel se fait sur la base d'une exploitation accélérée des ressources non renouvelables (pétrole, charbon, gaz, minerais...).

Aussi, depuis le sommet de la Terre de Rio en 1992, le développement a été désigné comme « humain » et le développement humain que l'on défend depuis lors, le développement durable, a pour objectif le bien-être matériel, social et culturel des individus et des sociétés. C'est-à-dire « de répondre aux besoins du présent, sans compromettre la capacité pour les générations futures de satisfaire les leurs ».

Pour atteindre cet objectif d'un développement juste et équilibré, il faut donc réapprendre à respecter les savoirs humains, à maintenir les grands équilibres naturels (climat, biodiversité, océans, forêts) à utiliser et gérer durablement les ressources naturelles (air, eau, sol...) et faire l'économie des ressources non renouvelables (pétrole, gaz, minerais), tandis qu'à échéance plus rapprochée, à l'horizon 2015, la Communauté internationale, sous l'impulsion de l'ONU, s'est donnée pour finalité les Objectifs du Millénaire sans trop savoir comment y parvenir.

Leur mise en œuvre reste un véritable défi. Si le développement économique, le respect de l'environnement et la citoyenneté sont des principes indissociables à tous les échelons des sociétés humaines et si, par ailleurs, le recours à une facilité exceptionnelle défendue par l'IFF (l'International Finance Facility) semble pouvoir y apporter une première réponse, mettre en pratique un véritable développement durable reste un état d'esprit et l'affaire de tous. AH/BN

Peuples en marche, n° 176, mai 2002
<http://www.un.org/esa/sustdev/csd/>
<http://www.un.org/french/millenniumgoals/>

Dans ce numéro

L'EAU

Gestion et protection
A l'écoute des consommateurs
A tous prix
Agenda

LA TERRE

Invitation aux énergies renouvelables
Mondialisation et environnement
Chronique de l'économie du pétrole
Agenda

LES HOMMES

Fonctions d'un système de santé publique
Diasporas et développement
Financement de la santé dans les PMA
Agenda

LES ORGANISATIONS

Gérer et décider en situation de crise
Profils de risque du capital-investissement
Investissements extérieurs arabes
Agenda

DROIT, REGULATION

Face à la corruption
Rapport PNUD 2003 sur l'efficacité du développement
Banques centrales asiatiques et dollar US
Agenda

GEOGRAPHIES

Economie de l'Afrique
Examen de la situation économique des partenaires méditerranéens de l'UE
Transformation locale au Mali
Agenda

Sources

L'EAU

➤ L'ouvrage

Droit de l'eau : gestion et protection - Alfandary, E. - MB EDITION, 2003 - 71 p. - Cote U3.150

L'eau devient dans nos sociétés occidentales une denrée rare et il est loin le temps où sa profusion en faisait un bien banal. En France, la loi du 3 janvier 1992 souligne qu'elle constitue une partie du patrimoine commun de la nation et que son usage appartient à tous. Dans ce contexte cet ouvrage s'interroge pour savoir comment assurer la protection de ce bien collectif et précieux, quel cadre juridique mettre en place pour se faire, à quoi servent les agences de bassin, pourquoi mettre en œuvre des SAGE, des SDAGE, quel est le rôle du préfet, le maire peut-il limiter un cas de pollution, comment se calcule le prix de l'eau, qui est responsable en cas de pollution ? Sur ces différentes questions l'auteur incite à la réflexion sur l'avenir de l'eau et en soulignant qu'il est un vrai choix politique.

➤ Le rapport web

A l'écoute de ceux qui œuvrent avec les populations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine à la réalisation des objectifs des Nations unies sur l'accès à l'eau et à l'assainissement - WASH - WSSCC, 2004 - 81 p.

Le manque d'accès à l'eau et à l'assainissement, dont souffrent en permanence la moitié des pauvres de la planète, constitue le problème sanitaire numéro un de l'humanité. Ce nouveau rapport, publié par le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement (WSSCC) à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau 2004, estime que l'accès de tous à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène ne se heurte pas à un manque de moyens, mais plutôt au refus de tirer les leçons des échecs passés et d'écouter ceux qui mettent en œuvre des approches novatrices. Il critique notamment la communauté internationale pour le plus grave échec du développement de ces cinquante dernières années : en effet, malgré des décennies d'efforts et des milliards de dollars engloutis, 2,4 milliards d'individus restent privés d'accès à un assainissement adéquat. Le rapport défend que cet échec est lié principalement aux tentatives de «livrer» des solutions toutes faites depuis l'extérieur à des populations qui ne participent pas au processus d'élaboration de solutions et ne se les approprient pas. Aujourd'hui, selon ce rapport, le point crucial de cette problématique de l'eau et de l'assainissement n'est donc pas la disponibilité des moyens. Tout tient à la volonté de ceux qui allouent ces ressources de tirer les enseignements à la fois des échecs passés et des réussites actuelles. C'est pourquoi le WSSCC estime qu'aujourd'hui, sa plus grande contribution à la concrétisation de l'Objectif du Millénaire pour le développement relatif à l'eau et à l'assainissement consiste à écouter, et dans la mesure du possible à amplifier, les témoignages de ceux qui ont ressenti la frustration de l'échec, de ceux qui ont pris part aux premières réussites, et de ceux qui ont vécu les deux et appris de l'un comme de l'autre ».

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/459.pdf>

➤ L'article

De l'eau à tous prix – IFEN, n° 90, janvier-février 2004 - 5 p.

Dans l'ensemble de la France entre 1998 et 2001, les tarifs de l'eau ont augmenté en moyenne nationale d'un peu plus de 8%, soit deux fois plus vite que l'indice des prix à la consommation. Le prix de l'eau se répartit à raison de 49% pour l'alimentation en eau potable et 51% pour l'assainissement. Les prix d'un m3 d'eau potable varient peu en fonction du nombre d'habitants des communes. Ils fluctuent en moyenne de 1,28 à 1,39 euro dans les communes disposant d'un assainissement collectif. Les prix de l'assainissement sont plus sensibles à la taille des communes et sont en moyenne de 0,70 euro le m3 dans les unités de moins de 400 habitants. Les tarifs les plus élevés, 1,53 euro, sont pratiqués dans les communes de 2.000 à 50.000 habitants et ne sont en moyenne que de 1,41 euro le m3 dans les villes de plus de 50.000 habitants.

➤ L'agenda

- *Savoirs et Savoir-Faire sur les bassins versants, ISPAIA, 20-21 avril 2004, Vannes, France*
- *Colloque régional (Liban-Syrie-Jordanie) – Gestion des eaux usées et des déchets, 20-21 avril 2004, Beyrouth, Liban*
- *5^{ème} conférence internationale sur les problèmes environnementaux dans les régions côtières, Wessex Institute of Technology UK, 26-28 avril 2004, Alicante, Espagne*
- *Novatech 2004 – 5^{ème} conférence internationale sur les techniques et stratégies durables pour la gestion des eaux urbaines, 6-10 juin 2004, Lyon, France*

LA TERRE

➤ L'ouvrage

***Les énergies renouvelables : un guide d'initiation sur les énergies du futur* Walisiewicz, M. - PEARSON EDUCATION, 2003 - 71 p. - Cote U3.148**

L'abondance énergétique représente la clé de voûte des sociétés modernes. Or, nos sources d'énergie conventionnelles, le pétrole, le charbon et le gaz naturel notamment, sont en train de s'épuiser, et leur utilisation aura été globalement assez néfaste pour la santé humaine et pour l'environnement de la planète. Dans cet ouvrage, l'auteur scientifique Marek Walisiewicz révèle les dimensions économique, politique et environnementale de la situation énergétique actuelle et dresse un portrait des solutions technologiques à notre disposition comme l'énergie hydraulique, l'énergie éolienne, l'énergie solaire ou l'énergie géothermique et les générateurs verts.

➤ Le rapport web

Rapport d'information : la mondialisation et l'environnement - ss direction Lepeltier, S. - SENAT, 2004 - 195 p.

La délégation de la Haute Assemblée pour la planification a adopté ce rapport sans ambiguïté sur les convictions de ses auteurs. En effet, ceux-ci y écrivent sans ambages que "les sociétés humaines poursuivent d'autres finalités que la maximisation du bien-être économique, mesuré en points supplémentaires d'accroissement du PIB", ou encore que "la mondialisation fonctionne aujourd'hui de manière profondément inégalitaire". Ce rapport ne se contente pas de reprendre les propos scandés au cours des réunions du Forum social mondial, il analyse aussi les interactions complexes entre la mondialisation et l'environnement. Premier constat, la croissance résultant de la mondialisation se traduit par un accroissement des émissions de polluants ; deuxième constat, la mondialisation ne donne pas d'avantage compétitif aux pays les moins exigeants en matière d'environnement. Aussi, le rapporteur conclut à la responsabilité des pays occidentaux en matière d'environnement. Enfin, il estime que même si l'Inde ou le Brésil pratiquent le moins-disant environnemental et que les Etats-Unis boudent le Protocole de Kyoto, il faut réclamer une Organisation mondiale de l'environnement et une écotaxe internationale sur les émissions de carbone, taxer le kérosène des avions, obliger l'Organisation mondiale du commerce à accueillir des experts de l'écologie dans ses panels.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/453.pdf>

➤ L'article

Une chronique de l'économie du pétrole sur un siècle : 1960-2060 - Radanne, P. - PROBLEMES ECONOMIQUES, n° 2847, mars 2004 - pp. 29-36

Le secteur pétrolier se caractérise par un mode de fonctionnement cyclique. L'alternance des chocs et contre-chocs pétroliers au XXe siècle en est une bonne illustration. La probabilité d'occurrence d'un troisième choc pétrolier autour de 2015–2020 est d'ores et déjà envisagée. En effet, l'insuffisance des investissements de production combinée aux très faibles efforts de maîtrise de l'énergie ainsi que la hausse de la consommation énergétique dans les pays émergents sont aujourd'hui des facteurs qui donnent un certain crédit à ce scénario. Cette nouvelle crise énergétique pourrait toutefois se résoudre selon des modalités assez semblables à celles des chocs pétroliers des années 1970. Les défis que poseront, en revanche, la phase de tension suivante, vraisemblablement entre 2040 et 2050 - provoquée cette fois par le passage à des ressources d'hydrocarbures non conventionnelles et les nécessités de la lutte contre l'effet de serre -, pourraient être d'une toute autre ampleur.

➤ L'agenda

- *Troisième journée d'études techniques – Les sciences et les technologies mécaniques, moteur du développement durable, 14-16 avril 2004, Marrakech, Maroc*
- *Carbon Markets Insights 2004, EU Commission, UNDP, 20-21 avril 2004, Amsterdam, Pays-Bas*
- *Politique énergétique locale durable : quelle synergie avec le privé, Energie Cites, 22-23 avril 2004, Marigny, Suisse*
- *5^{ème} sommet international du pétrole, Pétrostratégies, 29 avril 2004, Paris, France*

LES HOMMES

➤ L'ouvrage

Essential Public Health Functions a Three Country Study in the Western Pacific Region - Les fonctions essentielles d'un système de santé publique dans la région occidentale du Pacifique - OMS, 2003 - 151 p. - Cote HI.260

Cet ouvrage propose une étude comparative des systèmes de santé de trois pays, la Malaisie, Fidji et le Viet Nam. Ces pays ont été choisis sur la base de considérations géographiques (Pacifique Ouest), des conditions socio-économiques, démographiques et épidémiologiques différentes, et l'existence de systèmes de santé. Ils disposent tous trois d'un minimum d'infrastructures de santé et d'un nombre significatif de chercheurs, suffisant pour permettre l'étude et l'élaboration de modèles reproductibles pour d'autres pays. L'étude parvient à dix principales conclusions - recommandations qui sont : la nécessité d'améliorer l'accès aux soins de santé primaires, la promotion de l'intégration verticale des programmes, le renforcement des effectifs et des capacités du personnel de santé (formation), l'accélération du développement des politiques de santé et des cadres législatifs, l'amélioration de la collecte et l'organisation des données, l'essor des technologies de l'information, la gestion et la qualité des soins, l'adéquation et la transparence du financement et la nécessité d'en rendre compte et enfin l'encouragement de la recherche.

➤ Le rapport web

Diaspora et ressources de développement en Afrique de l'Ouest : stratégie de mobilisation de l'épargne et sécurisation des investissements - Diop, C. - OCDE/CLUB DU SAHEL, 2003 - 15 p.

L'objectif général de cette étude est l'analyse du rôle de la diaspora ouest-africaine sur le développement de la région en termes de ressources financières et de capital humain. Le rapport donne une estimation de l'importance des diasporas malienne et sénégalaise sur la base des informations recueillies et identifie les principaux pays d'accueil. Ensuite, il analyse les flux financiers générés par les communautés maliennes et sénégalaises de l'extérieur. Il donne des indications sur les secteurs d'activité occupés par les migrants sur la base de la documentation existante et des éléments recueillis sur le terrain. Par ailleurs, le rapport fait une brève analyse du profil des émetteurs des ressources financières, de l'importance des transferts, de l'origine des fonds, des formes de transferts et de la destination des fonds.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/490.pdf>

➤ Lire aussi la Revue de presse thématique de RGS/AGC n° 28, juin 2003 - « Migrations et développement »

➤ L'article

Evolutions et nouvelles orientations pour le financement de la santé dans les pays en développement à faible revenu - Audibert, M. ; Mathonnat, J. ; Roodenbeke, E. - CAHIERS SANTE, 2003 - pp. 209-214 - Cote COLL

Cet article retrace les évolutions enregistrées dans le domaine du financement de la santé au cours du dernier quart de siècle. Avec l'Initiative de Bamako est apparue en effet la notion de participation financière des usagers des services de santé, qui s'est inscrite, au cours des années 90, dans le paradigme plus large du financement de la santé conçu comme un ensemble dont on souhaite intégrer les différentes composantes. Aujourd'hui le financement est une composante majeure des politiques de santé, autour de laquelle s'est établi un consensus sur la faiblesse globale du financement de la santé, la nécessaire participation des usagers mais aussi le subventionnement, l'importance de la protection sociale, la recherche d'une meilleure équité et d'une plus grande efficacité. La fonction de financement joue un rôle majeur pour la régulation du système de par la prise en compte des effets potentiellement exercés sur l'offre et la demande de soins. Malgré des différences notoires, les pays à faible revenu se sont aussi engagés dans la troisième vague de réforme des systèmes de santé.

- *Journée mondiale de la santé, OMS, 7 avril 2004*
- *Journée africaine du paludisme, 25 avril 2004*
- *18^{ème} conférence internationale sur la promotion de la santé et l'éducation pour la santé OMS - UIPES (Union internationale de Promotion de la Santé et de l'éducation pour la santé), 29-30 avril 2004, Melbourne, Australie*
- *Réunion du Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme Equipe en charge de l'Afrique, 5-7 avril 2004, Nairobi, Kenya*

➤ L'agenda

LES ORGANISATIONS

➤ L'ouvrage

Gérer et décider en situation de crise : outils de diagnostic, de prévention et de décision - Roux Dufort, C. - DUNOD, 2003 - 244 p. - Cote T1.144

Catastrophes aériennes, contaminations agroalimentaires, désastres financiers, accidents industriels, conflits sociaux... Les crises révèlent les failles des entreprises. Cet ouvrage aide à élaborer un plan de gestion de crise. Avant la crise : il faut évaluer l'exposition à ces crises redoutées et le niveau de préparation pour mettre en place des dispositifs de prévention. Pendant la crise : il convient de détecter l'entrée en crise, de piloter et coordonner la réaction, et de pouvoir communiquer à bon escient. Enfin, après la crise, il est indispensable d'apprendre et de capitaliser pour transformer l'organisation. L'auteur fournit pour ce faire des matrices de réflexion et propose des outils d'analyse et d'intervention tels que diagnostic de crise et composition d'une cellule de crise.

➤ Le rapport web

The Risk Profiles of Private Equity - Les profils de risque du capital-investissement - Weidig, T. ; Mathonet, P. - Fonds européen d'investissement, 2004 - 32 p.

Dans le cadre de la refonte du ratio de solvabilité (McDonough) le capital-investissement est une activité classée à haut risque. Dès lors qu'elle est financée par les banques, celles-ci devraient appliquer, dans le futur, des pondérations largement supérieures à 100%. Cette étude statistique, réalisée par le Fonds européen d'investissement, démontre que la diversification de l'investissement réduit considérablement le risque. Pour étayer leur thèse, les auteurs étudient plusieurs cas : le financement direct dans l'entreprise, l'apport de capitaux à un fonds d'investissement, ou à un fonds de fonds. Les statistiques montrent des écarts considérables s'agissant de la probabilité que l'investisseur perde de l'argent, de la perte moyenne, et du risque de tout perdre. Dans le premier cas le risque de tout perdre est de 30%, dans le second il est de 1%, enfin dans le cas de fonds de fonds il est nul. Selon les auteurs, ces résultats sont en conflit avec les nouvelles règles du comité de Bâle".

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/483.pdf>

➤ L'article

Arab External Investments : Relation to National Wealth, Estimation and Consequences - Les investissements extérieurs arabes : relation avec la richesse nationale, estimation et conséquences - Ali T. Sadik ; Ali A. ; Bolbol - World development, Vol.31, no 11, 2003- pp. 1771- 1792

L'objet de cette note est d'éclairer la question du rapatriement des investissements extérieurs arabes. Les auteurs rapprochent tout d'abord ces investissements au concept de richesse nationale arabe puis fournissent des estimations de leur taille et des analyses sur les conséquences et les facteurs de leur retour. Cette note évalue la valeur totale du capital en provenance des pays arabes durant la période 1975-2000 entre 212 et 323 milliards de dollars US. Le principal facteur qui, non seulement, pourrait avoir un effet sur le retour des capitaux arabes, mais aussi sur l'attraction des capitaux étrangers, est d'ajuster le risque de la productivité marginale du capital par des améliorations de l'efficacité du capital des investissements arabes. Cette analyse réaffirme ainsi la nécessité de rechercher une plus grande diversification de la structure économique, le développement financier, une politique de libéralisation et la validation du rôle du secteur privé dans les économies arabes. Après une année 2001 médiocre, la plupart des banques arabes apprécient la petite amélioration de leur fortune en 2002. Cependant les premiers résultats, en 2003, laissent supposer que la chance a peut-être tourné.

➤ L'agenda

- *Conférence sur «l'International Finance Facility», MEFI/DFID, 8 avril 2004, Paris, France*
- *Réunion des ministres de la Zone Franc, 14-15 avril 2004, Brazzaville, Congo*
- *12^{ème} session de la Commission sur le Développement Durable des Nations unies, 14-30 avril 2004, New York, Etats-Unis*
- *Banque Européenne pour la reconstruction et le développement – Réunion annuelle et forum d'affaires, 18-19 avril 2004, Londres, Royaume Uni*
- *Conférence Nations unies sur le Développement Durable au Moyen-Orient, 25-26 avril 2004, Dubaï, Emirats Arabes Unis*
- *Conférence des chefs d'Etats de l'Autorité du Bassin du Niger, 26-27 avril 2004, Paris, France*

DROIT, REGULATION

➤ L'ouvrage

Face à la corruption : peut-on l'accepter ? Peut-on la prévenir ? Peut-on la combattre ? Dommel, D. - KARTHALA - 2003 - 287 p. - Cote E3.100

La corruption s'est mondialisée, entravant le développement et perpétuant la pauvreté. Même dans les pays relativement épargnés, elle fait sentir ses effets pernicieux, fausse le jeu normal de la concurrence, renchérit les coûts supportés par le consommateur ou le contribuable et est un facteur, parfois lourd, de corrosion de la vie publique. Cet ouvrage s'est nourri des réflexions et des actions conduites dans le cadre de l'ONG Transparency International créée en 1993 pour combattre la corruption et aujourd'hui présente dans quelque quatre-vingt-dix pays. Ce document de synthèse offre, par ailleurs, de nombreux enseignements sur la corruption et les moyens expérimentés pour y faire face en insistant notamment sur le rôle des futurs cadres économiques et politiques insuffisamment préparés à l'éthique des affaires.

➤ Le rapport web

Development Effectiveness Report 2003 - Rapport 2003 sur l'efficacité du développement - PNUD, 2003 - 92 p.

Le rapport sur l'efficacité du développement 2003 met l'accent sur les résultats en analysant la notion d'efficacité du développement. Il examine deux grandes questions : la première, s'appuyant sur les faits, examine les résultats obtenus par les pays et évalue la contribution du PNUD - établissant ainsi un lien entre performance de l'organisation et efficacité du développement. La seconde porte sur le rôle des pays donateurs pour ce qui est de l'efficacité du développement. Le rapport montre la nécessité de développer des partenariats plus robustes entre pays développés et pays en développement et propose des stratégies permettant de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/456.pdf>

➤ L'article

Les banques centrales asiatiques et le dollar - Agietta, M. ; Rzepkowski, B. Lettre du CEPII, n° 230, 2004 - 4 p.

En accumulant des montants considérables de réserves en dollars pour maintenir l'ancrage de leurs monnaies, les banques centrales asiatiques ont contribué pour près des deux tiers au financement du déficit américain au cours des trois premiers trimestres 2003. Leur comportement risque-t-il de changer ? L'examen des coûts financiers de l'accumulation de réserves et des objectifs économiques de ces pays ne le laisse pas penser. Au contraire, les risques financiers en cas de rupture de l'ancrage et de dévalorisation des réserves en dollars apparaissent importants. Pour autant, l'accumulation des déficits américains ne peut se prolonger indéfiniment. Un ajustement doit intervenir, mais le risque est qu'il se produise à la suite d'une spéculation contre le dollar à laquelle les banques centrales asiatiques ne pourraient plus résister et que s'enclenche alors un scénario de récession générale. Des interventions coordonnées des banques centrales, soutenues par une réunion du G7, pourraient éviter le déclenchement d'un tel scénario. Mais pour produire des effets durables, les interventions devront s'accompagner de changements significatifs des politiques monétaire et budgétaire aux Etats-Unis et en Europe.

➤ L'agenda

- Réunion du CAD à haut niveau, OCDE/CAD, 15-16 avril 2004, Paris, France
- Forum pour le partenariat africain (FPA), nouvelle appellation du dialogue G8-Nepad élargi, 16-17 avril 2004, Maputo, Mozambique
- Réunion du Comité de Développement : présentation annuelle sur le suivi mondial, BM/FMI, 24-25 avril 2004, Washington, Etats-Unis
- Forum Economique Mondial - Forum Economique Européen, 28-30 avril 2004, Varsovie, Pologne

GEOGRAPHIES

➤ L'ouvrage

*Economie de l'Afrique - Hugon, P. - LA DECOUVERTE - 2003 - 175 p.
Cote ZAF.031*

S'il y a un désenchantement face aux illusions des indépendances et devant l'échec des projets de modernisation, les économies africaines ont leur historicité propre, tout en étant ouvertes au monde. Elles reflètent ainsi des trajectoires spécifiques. Celles-ci ne seront viables que si l'Afrique se met également à l'heure des révolutions techniques mondiales. Selon l'auteur, plusieurs priorités apparaissent alors : relégitimer l'Etat dans ses fonctions collectives et régaliennes, élargir le marché, faire émerger les organisations efficaces en permettant les apprentissages et les savoirs collectifs, trouver des modes de coordination assurant à la fois la flexibilité nécessaire aux évolutions internationales et la permanence des relations permettant des investissements et des prises de risque, créer un cadre stable permettant des anticipations longues. A défaut d'une insertion régulée positive dans la mondialisation, l'Afrique risque de devenir, selon l'auteur, l'arrière-cour de l'Europe et (ou) de s'insérer de manière croissante dans une économie mondiale mafieuse.

➤ Le rapport web

Economic Review of EU Mediterranean Partners - Examen de la situation économique des partenaires méditerranéens de l'UE - Commission européenne, 2004 - 259 p.

La deuxième édition du rapport de la Commission européenne, publié le 4 mars 2004 et intitulé «examen de la situation économique des partenaires méditerranéens de l'UE», constate le retour de la croissance dans la région méditerranéenne en 2003, avec un taux de croissance agrégé de l'ordre de 3,5% (contre 1,6% en 2002), et une inflation en baisse, avec un taux d'environ 2%. Un certain nombre de pays méditerranéens ont toutefois éprouvé des difficultés pour atteindre leurs objectifs budgétaires en 2002 et 2003 et leur situation budgétaire s'est encore dégradée. Le rebond des exportations a permis une légère amélioration des soldes moyens des balances commerciales et courantes, passés respectivement à environ -3,4% et +2% du PIB. Depuis 2000 les réformes ont progressé dans certains pays et dans des domaines particuliers, notamment la libéralisation des échanges, la gestion budgétaire, les privatisations et les politiques du marché du travail. Cependant, l'impact positif des réformes économiques semble, hélas en partie, compromis notamment par la dégradation de la situation sur le plan de la sécurité et la faiblesse de la croissance économique.

<http://217.167.236.241/DOCKBAFD/484.pdf>

➤ L'article

Mali : investir dans la transformation locale - Pargny, F. - Le Moci, n° 1631-1632, 2004 - pp. 12-23

Malgré de bonnes performances d'ensemble de l'économie, le Mali ne parvient pas à réduire la pauvreté. L'ajustement macroéconomique et structurel n'est certes pas achevé et l'Etat doit aussi mobiliser ses moyens pour encourager le secteur privé et assurer un environnement sain permettant de stimuler l'investissement local et étranger. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), le Mali a régressé au palmarès 2002 des pays classés selon l'indice de développement humain (IDH, fonction de la scolarisation, de la mortalité infantile, du revenu par habitant ...). L'Etat africain aurait contesté la validité de cet examen le plaçant de façon défavorable pour l'IDH.

➤ L'agenda

- *Election présidentielle en Algérie, 8 avril 2004*
- *3^{ème} Forum des Affaires Afrique/Asie, 13-15 avril 2004, Dakar, Sénégal*
- *1^{er} Sommet international de l'investissement dans le tourisme en Afrique, 17-22 avril 2004, Kampala, Ouganda*
- *Conférence des Chefs d'Etat de l'Autorité du Bassin du Niger, 26-27 avril 2004, Paris, France*

Cette revue mensuelle des publications sur le développement prend le relais de Pressedoc, synthèse hebdomadaire d'informations externes du groupe de l'AFD dont la parution a été arrêtée en décembre 2002. Elle a pour ambition de donner, chaque mois de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle mettra chaque mois l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et **n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD** :

A propos ■ *Africa confidential* ■ *African business magazine* ■ *African review of money finance and banking* ■ *Afrique agriculture* ■ *Afrique éducation* ■ *Aghrymet* ■ *Bulletin Alter-agri* ■ *Alternatives économiques* ■ *Alternatives internationales* ■ *Arabies* ■ *Archimède et Léonard* ■ *Les carnets de l'Aitec* ■ *Ashgate* ■ *Assexport* ■ *Autrepart* ■ *Aventure au XXème siècle* ■ *Banque magazine* ■ *Bois et forêts des tropiques* ■ *Bulletin de l'Union européenne* ■ *Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria* ■ *Bulletin du club du Sahel* ■ *Bulletin du Conseil général du Gref* ■ *Bulletin du Fmi* ■ *Bulletin du Parlement européen* ■ *Bulletin économie solidaire Ires* ■ *Bulletin Medcoop* ■ *Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse* ■ *Bulletin Objectif Terre* ■ *Bulletin officiel de la Banque de France* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom)* ■ *Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom)* ■ *Bulletin tropical Cahiers/agriculture* ■ *Les Cahiers de l'Ifri* ■ *Les Cahiers de l'Outre-mer* ■ *Les Cahiers d'études et de recherches francophones* ■ *Cambridge Journal of Economies* ■ *Choix* ■ *La chronique Amnesty International* ■ *Commerce international du bois* ■ *Le Courrier de la planète* ■ *Le Courrier des Pays de l'est* ■ *Le Courrier du maire* ■ *Critique internationale* ■ *Déchets, sciences et technique* ■ *Diagoflash* ■ *Dialogue* ■ *Eau potable* ■ *Ecoliers du monde* ■ *Economia* ■ *Economica* ■ *Economie et humanisme* ■ *Economie et prévision* ■ *Economie et sociétés* ■ *Economie et statistique* ■ *Economie internationale* ■ *L'Economie politique* ■ *Economie rurale* ■ *Energie plus environnement et techniques* ■ *L'Environnement magazine, décision environnement* ■ *Revue études* ■ *Les études de la Dgcid* ■ *Etudes foncières* ■ *L'Expansion Management Review* ■ *Eyrolles* ■ *Faim et développement magazine* ■ *Far Eastern Economic Review* ■ *Finances et développement* ■ *Bulletin d'information forêt méditerranéenne* ■ *Forum du commerce international* ■ *Fraternel* ■ *Fruitrop* ■ *Gafi – bulletin d'informations* ■ *Géopolitique* ■ *Gérer et comprendre - annales des mines* ■ *Grain de sel* ■ *Gret* ■ *L'Harmattan* ■ *Health Policy and Planning* ■ *Hérodote* ■ *Hommes & migrations* ■ *Hydro plus magazine* ■ *Industry and Environment* ■ *Infosuma* ■ *Insee première* ■ *International Rubber Digest* ■ *IRD* ■ *Journal des Communautés européennes* ■ *Journal of African Economies* ■ *Journal of Microfinance* ■ *Khartala* ■ *Lettre Africa Energy Intelligence* ■ *Lettre d'information de l'Adea* ■ *Lettre d'information de l'Eadi* ■ *Lettre de conjoncture Bnp Paribas* ■ *Lettre de la profession bancaire* ■ *Lettre de l'Atibt* ■ *Lettre de l'Isted* ■ *Lettre de l'Océan indien* ■ *Lettre de Profession politique* ■ *Lettre de transparence* ■ *Lettre du blanchiment* ■ *Lettre du Cean* ■ *Lettre du Cepii* ■ *Lettre du Sahel* ■ *Lettre Gereso* ■ *Lettre mensuelle d'Equilibre et populations* ■ *Lettre mensuelle Ieom* ■ *Lettre mensuelle Iedom* ■ *Liaisons énergies francophonie* ■ *Litec* ■ *Maghreb sélection* ■ *Marchés des céréales* ■ *Marchés du riz* ■ *Le Marin* ■ *Middle East Economic Digest* ■ *Mining journal* ■ *Le Moci* ■ *Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* ■ *Nord- Sud Export* ■ *Les Notes bleues de Bercy* ■ *Note de conjoncture de l'Insee* ■ *Notes et études documentaires* ■ *Notes rapides de l'Aurif* ■ *Les Nouvelles calédoniennes* ■ *Les Nouvelles d'Addis* ■ *Nouvelles de l'Uit* ■ *Nouvelles du sud* ■ *Nouvelles économiques et financières de Tunisie* ■ *Les Nouvelles de l'Office international de l'eau* ■ *L'Observateur de l'Ocde* ■ *Observations et diagnostics économiques* ■ *Ocde* ■ *Oil World* ■ *Option finance* ■ *Péninsule* ■ *Perspectives de l'alimentation Fao* ■ *Perspectives économiques de l'Ocde* ■ *Pétrole & gaz informations* ■ *Peuples en marche* ■ *Politique africaine* ■ *Politique étrangère* ■ *Problèmes économiques* ■ *Repères émergents* ■ *Revue Cambodge actualités* ■ *Revue d'économie du développement* ■ *Revue d'économie financière* ■ *Revue d'économie industrielle* ■ *Revue d'économie politique* ■ *Revue de la stabilité financière* ■ *Revue des concessions et délégations de service public* ■ *Revue des transports urbains* ■ *Revue des questions humanitaires* ■ *Revue du Trésor* ■ *Revue économique et sociale* ■ *Revue humanitaire* ■ *Revue Tiers monde* ■ *Rice Situation and Outlook Report* ■ *Santé et travail* ■ *Savings and Development Sciences* ■ *Journal sécheresse* ■ *Small Enterprise Development Journal* ■ *Sociétal* ■ *Sugar and sweetener* ■ *Syfia internationale* ■ *Systèmes solaires* ■ *Techniques financières et développement* ■ *Techniques culturelles simplifiées* ■ *Transports urbains* ■ *Transport international Urbanisme* ■ *Vietnam Investment Review* ■ *Villes en développement* ■ *Vivre autrement* ■ *World Bank Economic Review* ■ *World Bank Research Observer* ■ *World Development* ■ *World Economic and Financial Surveys* ■ *World Economic Outlook*.

Responsable de la rédaction :

Bertrand NORA

Coordination :

Alfred HUC

Bertrand NORA

Réalisation :

Alfred HUC

Monique LAFFAITEUR

Annie LOPEZ PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

Saisie/mise en page

Francine GILBERT